

# Obésité et surpoids continuent leur progression

Selon une étude, 60 % des adultes et un tiers des enfants pourraient être concernés en 2050 dans le monde

**S**ans action politique vigoureuse, environ 60 % des adultes et un tiers des enfants et adolescents dans le monde seront en situation de surpoids ou d'obésité en 2050, selon des projections publiées mardi 4 mars dans la revue médicale *The Lancet*. Issues de travaux du Global Burden of Disease, un programme mondial de recherche en épidémiologie coordonné par l'Institute for Health Metrics and Evaluation, à Seattle, aux Etats-Unis, ces évaluations alertent sur l'amplification à venir de ce fardeau sanitaire.

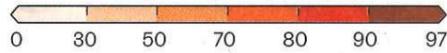
L'obésité – définie dans les études statistiques par un indice de masse corporelle (IMC) supérieur à 30 chez l'adulte – et le surpoids – IMC supérieur à 25 – sont associés à un risque accru de nombreuses pathologies (diabète de type 2, maladies cardiaques, hypertension artérielle, cancers...) et représentent déjà la cinquième cause de décès dans le monde.

La prévalence du surpoids et de l'obésité a plus que doublé en trente ans, touchant 2,1 milliards d'adultes, et près de 500 millions d'enfants et d'adolescents en 2021. L'obésité à elle seule affecte plus d'un milliard d'individus selon des données publiées dans *The Lancet* en 2024. Dans certains Etats d'Océanie, du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord, la prévalence atteint des sommets : l'obésité touche plus de 70 % des femmes des îles Tonga et pourrait grimper à plus de 87 % en 2050. Les projections sont tout aussi inquiétantes pour l'Egypte qui afficherait le même taux chez les femmes au milieu du siècle. Parmi les pays les plus riches, les Etats-Unis enregistrent aujourd'hui la plus forte prévalence de l'obésité, avec près de la moitié de la population.

Mais c'est en Asie et en Afrique subsaharienne que les progressions les plus fortes devraient être enregistrées dans les prochaines décennies. En Chine, le surpoids et l'obésité ont déjà progressé d'environ 150 % en trente ans et continueront à grimper pour affecter près des deux tiers de la population en 2050. Des régions historiquement très touchées par la sous-alimentation verront fortement croître la prévalence de l'obésité et du surpoids. Au Nigeria, le nombre d'adultes en surpoids ou en obésité devrait ainsi tripler d'ici à 2050, ce qui en ferait le quatrième pays le plus touché en

## De fortes hausses attendues d'ici à 2050 en Asie et en Afrique

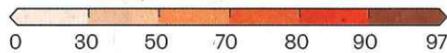
Prévalence\* de l'obésité et du surpoids chez les femmes en 2050, en pourcentage



### Pays de plus de 1 million d'habitants les plus exposés

- Egypte 96
- Emirats arabes unis 95,1
- Syrie 95,1
- Arabie saoudite 94,6
- Libye 94,5

Prévalence\* de l'obésité et du surpoids chez les hommes en 2050, en pourcentage

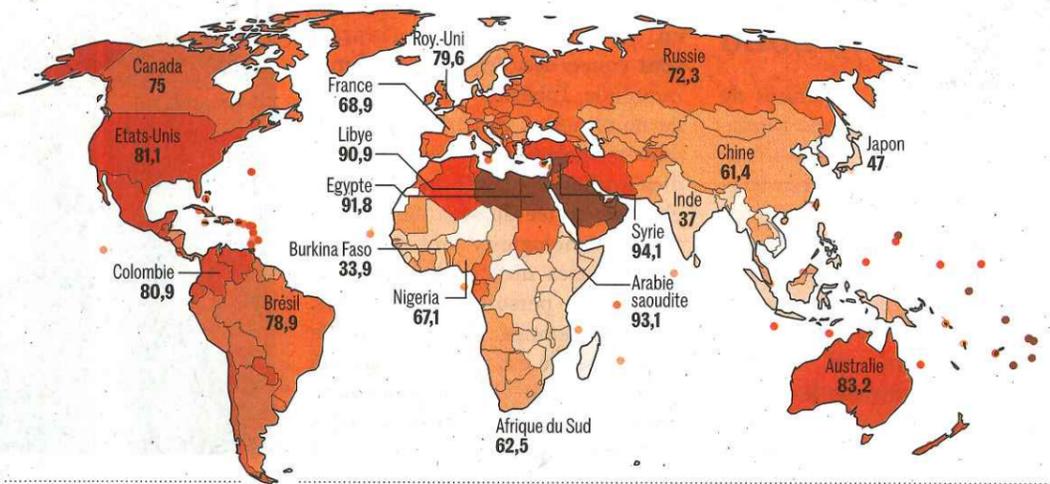
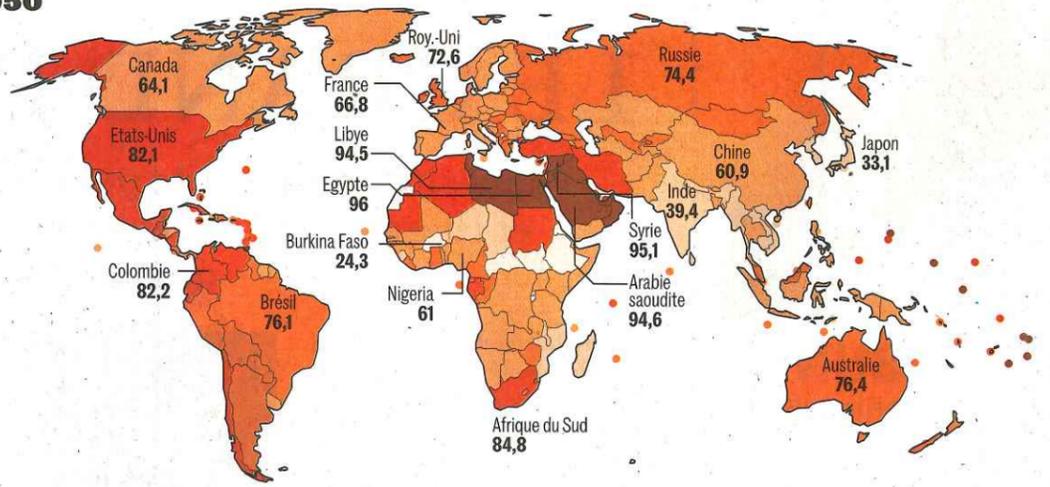


### Pays de plus de 1 million d'habitants les plus exposés

- Emirats arabes unis 94,2
- Syrie 94,1
- Qatar 93,2
- Arabie saoudite 93,1
- Egypte 91,8

\* La prévalence du surpoids et de l'obésité est un indicateur épidémiologique qui mesure la proportion d'une population donnée présentant un excès de poids à un moment donné.

Infographie : Le Monde • Source : Global Burden of Disease, *The Lancet*



nombre absolu à cet horizon. Ces prévisions ont été établies en combinant plus d'un millier de sources de données renseignant des évolutions historiques et actuelles par pays avec des projections socio-démographiques jusqu'en 2050.

### « Pandémie sans précédent »

Les causes de ces évolutions sont connues : les changements de régime alimentaire, liés notamment à l'urbanisation, le développement de l'alimentation transformée au détriment des produits frais, la consommation accrue de sucre, d'huile, et de produits d'origine animale dans les pays à revenu faible ou intermédiaire et la sédentarisation. Pour Emmanuela Gakidou, première autrice de l'étude et professeure à l'université de Washington, « cette pandémie sans précédent de surpoids et

d'obésité représente un échec monumental de nos sociétés ». Car ces pathologies, qui affectent fortement la qualité de vie et la santé des individus touchés, sont en grande partie évitables.

Parmi les tendances particulièrement alarmantes établies par ces nouvelles données : la progression de l'obésité chez les enfants et les adolescents devrait être plus rapide que celle du surpoids. Plusieurs pays sont déjà touchés par cette transition d'une prédominance du surpoids vers une prédominance de l'obésité, notamment les petites îles d'Océanie, mais aussi le Nigeria, l'Inde, le Brésil, ou les Etats-Unis. En 2050, la prévalence de l'obésité chez les jeunes garçons de 5 à 14 ans devrait ainsi dépasser celle du surpoids (respectivement 16,5 % contre 12,9 %).

Autre évolution préoccupante : les projections suggèrent que, en 2050, un quart des adultes en situation d'obésité auront plus de 65 ans. Sachant que l'obésité est un facteur de risque pour une vingtaine de pathologies associées, pour la plupart chroniques, cette tendance risque de placer encore plus sous tension des systèmes de santé exsangues, en particulier dans les pays à faibles revenus.

En France, la dernière grande étude anthropométrique remonte à 2016 – la cohorte Constances, plus de 50 000 participants inclus, avait alors établi l'obésité à un peu plus de 15 % de la population adulte. Une autre enquête conduite par la Ligue contre l'obésité, en 2021, avait conclu à une obésité et un surpoids affectant 47,3 % des adultes (dont 17 % pour l'obésité), mais celle-ci était uniquement dé-

clarative. Si les données manquent pour évaluer précisément les tendances françaises, les études convergent en revanche sur la forte dimension sociale de l'obésité, appelant à des politiques ciblées en faveur des catégories les plus défavorisées.

Pour enrayer cette spirale mondiale, les auteurs appellent les Etats à se doter en urgence de plans d'action pour la période 2025-2030. Alors que l'obésité et l'insuffisance pondérale sont bien les deux visages d'un même fardeau, celui de la malnutrition, des politiques de prévention peuvent participer à la lutte contre ces deux extrêmes. « Dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, il faut répondre autant aux enjeux de *sumnutrition* que de *sous-nutrition*, avec des interventions allant de la promotion de ré-

gimes équilibrés et de programmes de santé maternelle et infantile à l'encadrement de l'alimentation ultratransformée, souligne Jessica Kerr, coautrice de l'étude, du Murdoch Children's Research Institute, à Parkville (Australie). *Beaucoup de pays n'ont qu'une courte fenêtre d'opportunité pour agir.* »

Les politiques de prévention en matière de santé publique connaissent pourtant des revers. Si les Etats-Unis réfléchissent à un étiquetage nutritionnel obligatoire sur les emballages alimentaires, l'Union européenne, elle, vient de tourner le dos à un logo harmonisé entre les Vingt-Sept. Dans la « vision pour l'agriculture et l'alimentation » présentée le 19 février par la Commission, qui détaille la feuille de route des prochaines années, il n'en est pas fait mention. ■

MATHILDE GÉRARD

# « Zéro pollution » : l'Europe avance mais reste très loin du compte

La Commission européenne a publié, lundi, des indicateurs de suivi des objectifs ambitieux qu'elle s'est fixés à l'horizon 2030

**E**n 2021, avant que le pacte vert européen commence à être détricoté, la Commission européenne s'était fixé un objectif ambitieux, voire utopique : faire de l'Union européenne (UE) un territoire sans pollution à l'horizon 2050, c'est-à-dire où les niveaux de pollution (air, bruit, pesticides, microplastiques...) ne représenteraient plus un risque ni pour la santé humaine ni pour l'environnement. Pour y parvenir, Bruxelles a établi un plan d'action « zéro pollution » avec des cibles à atteindre en 2030. Le rapport de suivi, publié lundi 3 mars par la Commission européenne et l'Agence européenne pour l'environnement, dresse un « bilan mitigé ».

Certes des progrès ont été réalisés en matière de qualité de l'air, d'usage de pesticides dangereux ou de déchets plastiques en mer, mais « les niveaux de pollution restent trop élevés », en particulier en ce qui concerne les nuisances so-

nores, les rejets de microplastiques dans l'environnement ou encore la production de déchets. Aussi, selon le rapport, « une action beaucoup plus forte est nécessaire » au sein de l'UE pour tenir les objectifs de réduction de 2030.

Parmi les objectifs « en bonne voie » d'être atteints figure la réduction des décès prématurés liés à l'exposition à la pollution de l'air, fixée à au moins 55 %. Les morts attribuables aux particules fines ont baissé de 45 % entre 2005 et 2022. Chaque année, près de 240 000 Européens continuent toutefois de mourir à cause des

**Les morts attribuables aux particules fines ont baissé de 45 % entre 2005 et 2022**

particules fines émises par le trafic routier, le chauffage au bois, les activités industrielles ou agricoles, et « la plupart des citadins restent exposés à des niveaux de pollution qui nuisent à leur santé » ; c'est-à-dire supérieurs aux seuils recommandés par l'Organisation mondiale de la santé. Un effort doit particulièrement être fait pour réduire les émissions d'ammoniac – dont 90 % sont générées par le secteur agricole : depuis 2005, elles n'ont baissé que de 16 %.

Parmi les 11 objectifs principaux du plan d'action « zéro pollution », un autre est en « bonne voie » selon le rapport : réduire de 50 % l'usage et les risques des pesticides de synthèse. Selon les données retenues par Bruxelles, ils ont baissé de 46 % si on compare la période de 2018 à 2022 à celle de 2015 à 2017. L'indice retenu par l'exécutif européen pour estimer le risque des pesticides est toutefois critiqué car il repose, pour une grande part, sur la quantité de ma-

tière active utilisée et pour une faible part seulement sur leur toxicité intrinsèque. Parmi les autres cibles à atteindre, la réduction de 50 % de l'usage des pesticides les plus dangereux est jugée « probable » : leur recours a diminué de 25 % entre 2018 et 2022. « Probable », c'est également l'évaluation de la réalisation de l'objectif de réduire de 50 % le volume de déchets macroplastiques qui terminent sur les plages européennes : il a baissé de 29 % entre 2015 et 2021.

### Hausse du volume de déchets

Pour le reste, le tableau de bord vire davantage au orange, voire au rouge. C'est le cas pour la pollution des eaux. L'objectif de réduire de 50 % le taux de nitrates dans les eaux souterraines ne sera pas atteint en 2030. Malgré une succession de plans, notamment en France, les niveaux de concentration restent stables depuis 2000, autour de 21 milligrammes par litre. Il est à noter qu'aucune cible

n'a été fixée concernant la contamination massive des ressources en eau par les « polluants éternels » (PFAS, pour substances per- et polyfluoroalkylées).

Autre nuisance que les Etats membres de l'UE peinent à combattre, le bruit. L'objectif numéro deux du plan « zéro pollution » était de réduire de 30 % la part de la population européenne exposée chroniquement à des niveaux de bruit – liés principalement aux transports – néfastes pour la santé. Entre 2017 et 2022, elle n'a baissé que de 2 %. Mais là où les Européens sont le plus en retard, c'est dans la gestion de leurs déchets. Le plan avait fixé pour objectif de réduire « significativement » le volume total de déchets générés : non seulement il n'a pas diminué, mais il a augmenté de plus de 3 % entre 2010 et 2022.

Autre cible totalement hors d'atteinte : réduire de 50 % le volume de déchets ménagers non recyclables. Entre 2018 et 2022 (le

« premier mandat » du pacte vert européen), la baisse a tout juste atteint 1,5 %.

Cette mauvaise gestion des déchets nourrit la crise de la pollution plastique. La Commission, à la pointe dans les négociations pour un traité international sur la pollution plastique, visait une réduction de 30 % de la pollution microplastique. Elle a progressé de 7 % à 9 % entre 2016 et 2022. « Nos modes de consommation et les déchets qu'ils génèrent sont les principaux facteurs de pression sur l'environnement », commente Leena Ylä-Mononen, la directrice de l'Agence européenne pour l'environnement. L'agence estime que « seules des mesures de prévention très ambitieuses » pourraient permettre de progresser dans la réalisation des objectifs. « En d'autres termes, résume Leena Ylä-Mononen, nous devons consommer mieux, différemment et moins. » ■

STÉPHANE MANDARD